

France

La France affiche un score proche de la moyenne des pays européens pour la plupart des indicateurs. Le choix de l'énergie nucléaire explique le faible niveau des émissions de gaz à effet de serre. L'agriculture biologique représente une part relativement restreinte de la production agricole. Les tendances actuelles laissent supposer que d'autres objectifs politiques, portant notamment sur les émissions de précurseurs de l'ozone et de substances acidifiantes, sont en voie d'être atteints.

Gaz à effet de serre			Consommation d'énergie			Électricité produite à partir des énergies renouvelables		Substances acidifiantes		Précurseurs de l'ozone			Demande de transport de frets			Agriculture biologique		Production de déchets municipaux			Exploitation de l'eau douce	
Émissions/hab.	Émissions/PIB	Émissions DAO	Consommation/hab.	Consommation/PIB	Consommation	Part	Part	Émissions/hab.	Émissions DAO	Émissions/hab.	Émissions/PIB	Émissions DAO	Transport de frets/hab.	Transport de frets/PIB	Transport de frets DAO	Part	Part	Déchets municipaux	Déchets municipaux	Déchets municipaux DAO	Indice d'exploitation de l'eau	Indice d'exploitation de l'eau
SITUATION	SITUATION	ÉVOLUTION	SITUATION	SITUATION	ÉVOLUTION	SITUATION	ÉVOLUTION	SITUATION	ÉVOLUTION	SITUATION	ÉVOLUTION	ÉVOLUTION	SITUATION	SITUATION	ÉVOLUTION	SITUATION	ÉVOLUTION	SITUATION	ÉVOLUTION	ÉVOLUTION	SITUATION	ÉVOLUTION
		▶▶▶▶			▶▶▶▶		▶▶▶▶		▶▶▶▶		▶▶▶▶	▶▶▶▶			▶▶▶▶		▶▶▶▶		▶▶▶▶	▶▶▶▶	▶▶▶▶	▶▶▶▶

DAO: Distance à l'objectif.

Émissions de gaz à effet de serre

Aux termes du protocole de Kyoto, la France s'est engagée à stabiliser ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2008–2012 par rapport au niveau de 1990. Entre 1990 et 2003, elle y est parvenue, notamment grâce au volume important de sa production nucléaire d'électricité. Toutefois, les émissions du secteur des transports, qui constituent la plus grande part du total des émissions (27 % du volume total national en 2002), ne cessent d'augmenter de manière soutenue (1,7 % par an entre 1990 et 2002). Les émissions des secteurs résidentiel et tertiaire sont en hausse elles aussi.

Consommation d'énergie

La consommation d'énergie a augmenté d'environ 1,6 % par an entre 1990 et 2000, essentiellement en raison de la demande dans les secteurs des transports, résidentiel et tertiaire. Le rythme de cette croissance est en baisse depuis 2000 (+ 0,6 %).

Électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables

Avec une des plus grandes superficies forestières de l'Europe occidentale, le deuxième "gisement" éolien et un grand potentiel géothermique et hydraulique, la France est riche en sources d'énergie renouvelables. Du total de l'énergie actuellement exploitée, 50 % provient de la biomasse en bois, 30 % de l'hydraulique et 12 %

de l'incinération des déchets. Il existe d'autres sources d'énergie renouvelables, mais elles sont encore peu utilisées. Environ 13 % de la production d'électricité primaire provient de sources renouvelables.

Émissions de substances acidifiantes

Les émissions de substances acidifiantes ont baissé de près de 30 % entre 1990 et 2003. Seules les émissions d'ammoniac, issues des activités agricoles, sont restées pratiquement au même niveau au cours de cette période.

Émissions de précurseurs de l'ozone

Les émissions de précurseurs de l'ozone ont pratiquement diminué de moitié depuis 1990. Néanmoins, la forte concentration d'ozone dans l'air reste l'une des causes principales de la mauvaise qualité de l'air dans les villes, en particulier le long de la Méditerranée et dans la région Rhône-Alpes, où le nombre de jours de soleil par an est en moyenne élevé.

Demande de transport de frets

Le transport de frets au niveau national a augmenté plus rapidement que le PIB entre 1995 et 1999. Ensuite, il a enregistré une baisse sensible et atteignait 6 % en 2003, sous le niveau de 1995 par unité de PIB.

Population: 60 200 000 *)
Superficie: 551 500 km²
PIB: 1 407 304 million EUR

*) Données France métropolitaine, 2004.
Données utilisées dans le rapport sont de 2003 (59 725 000).

Surfaces consacrées à l'agriculture biologique

L'agriculture biologique occupe moins de 2 % des surfaces agricoles utilisées et reste donc très limitée.

Déchets municipaux

Calculées par habitant, la quantité des déchets municipaux et les tendances qui y sont liées sont similaires à la moyenne de l'UE-15. Concernant la gestion des déchets, la France enregistre un taux d'incinération plus élevé (34 %, contre 19 % pour l'UE-15) et un taux de recyclage et de mise en décharges plus bas.

Exploitation des ressources en eau douce

Les réserves d'eau disponibles suffisent à l'échelle nationale. Toutefois, au niveau local, certaines rivières ou nappes connaissent un stress hydrique en période estivale et doivent alors être soumises à des restrictions d'usages.

Pour de plus amples informations, contactez le point focal national. Vous trouverez ses coordonnées à l'adresse suivante:
http://org.eea.eu.int/organisation/nfp-eionet_group.html